



APPEL DE LA COMMISSION EXÉCUTIVE FÉDÉRALE FNPOS CGT DU 13 ET 14 NOVEMBRE 2024

La quête du profit maximum entraîne une vague de licenciements sans précédent. Vencorex, Michelin, Auchan, la liste est sans fin. Après 7 années de politique au bénéfice exclusif des entreprises, le plein-emploi vanté par Macron est plus que jamais un mirage.

Dans ce contexte avec une dette publique qui a fortement augmentée durant le mandat Macron/Le Maire, le gouvernement se sert de ce prétexte pour imposer une politique austéraitre d'une grande violence sociale. Ainsi le Projet de Loi de Finances comme le Projet de Loi de Financement de la Sécurité Sociale contiennent des mesures qui auront directement des impacts désastreux sur les emplois dans notre secteur de la Protection sociale :

- Suppression de 500 postes chez France Travail.
- Suppression de financements pour les Missions Locales mettant en péril l'accompagnement des jeunes et l'existence même de certaines structures.
- Remise en cause des financements pour l'aide et le soin à domicile.
- Poursuite des attaques contre les Indemnités Journalières.
- Attaque sur le Service Médical de la Sécurité sociale.

Cela s'ajoute à des plans de licenciements déjà en cours comme dans la Mutualité, où bien dans les Groupes de Protection Sociale dont l'existence même est en jeu. De même dans l'aide et le soin à domicile où plus de 4500 salariées sont menacées de liquidation judiciaire lors d'une seule audience début décembre à Metz. On voit l'ampleur de la menace également pour les personnes prises en charge.

Suivant l'exemple des retraités mobilisés le 3 décembre avec le « groupe des 9 » pour des augmentations de pensions, une grève intersyndicale est déjà prévue le 5 décembre chez France Travail. Il nous faut convaincre plus largement que nous sommes tous concernés.

C'est pourquoi nous devons nous impliquer dans la construction de la journée d'actions et de grève du jeudi 12 décembre pour exiger l'arrêt des suppressions de postes et clamer notre refus de la politique austéraitre. Nous ne paierons pas l'addition ! Refusons toutes les pseudonégociations nationales qui viendraient acter la fin de notre combat pour l'abrogation de la réforme des retraites. La victoire est à portée de main en nous emparant des niches parlementaires du Nouveau Front Populaire à l'Assemblée le 28 novembre puis au Sénat. Nous devons rappeler leurs engagements aux parlementaires.

La France n'a pas de problème de dépenses mais de recettes, puisque le gouvernement les assèche volontairement. Rappelons simplement les 83 milliards d'exonérations de cotisations en 2023 ou bien les 157 milliards annuels d'aides aux entreprises sans aucune contrepartie. Le ministre de l'Économie ayant même déjà annoncé qu'il ne demanderait pas à Michelin le remboursement des aides reçues. Nos propositions de financement, lors des discussions sur le PLF comme le PLFSS, ont largement été reprises par les députés avant que le gouvernement n'appelle le Rassemblement National à la rescousse.

.../...

Pour inverser la tendance une mobilisation forte le 12 décembre est nécessaire, les syndicats au plus proche des salariés décideront des modalités. Mais nous savons d'ores et déjà que face à un gouvernement aussi décomplexé la bataille sera âpre.

Un véritable processus de luttes doit être construit et mis en débat par l'ensemble des organisations de la CGT afin de donner des perspectives de victoire au monde du travail, lassé des journées éparpillées. Le temps du constat est passé, la CGT doit redevenir la boussole des travailleuses et travailleurs.

Sans attendre, notre Fédération prend ses responsabilités en mettant sur l'ouvrage une action fédérale au printemps 2025 afin de mobiliser l'ensemble des secteurs professionnels autour de notre cahier revendicatif et notre projet de progrès social du « 100% Sécu ».

D'ici là notre Fédération appelle à se saisir des journées internationales de luttes contre les violences faites aux femmes, le 25 novembre, ou de solidarité avec les migrants, le 18 décembre. Elles doivent nous servir de point d'appui pour nous emparer de ces sujets sur nos lieux de travail au-delà de la participation aux nombreux rassemblements organisés les 23 novembre et 14 décembre.

ENSEMBLE LE 12 DECEMBRE POUR NOS EMPLOIS ET LE PROGRES SOCIAL DU « 100% SÉCU » !

« La régression sociale ne se négocie pas, elle se combat. »

Henri Krasucki



Montreuil, 18 novembre 2024